

**Novembre 2022**

# La finance « innovante » sous la perspective du genre<sup>1</sup>

Le financement innovant est une stratégie qui vise à rechercher de nouvelles sources de financement pour le développement dans le contexte néolibéral de la stagnation des budgets d'aide et de l'influence croissante du secteur des entreprises dans la prise de décision des politiques publiques.

Bien que le terme représente un large éventail de pratiques et qu'il n'existe pas de définition universellement acceptée, les initiatives de financement innovant cherchent à aller au-delà des formes dites « traditionnelles » d'aide au développement, c'est-à-dire l'aide publique au développement (APD), qui est distribuée sous forme de subventions et de prêts concessionnels.

---

<sup>1</sup> Cette fiche sur les finances innovantes a été réalisée pour la CdP Genre de l'AQOCI par *Blended finance project* ». Les membres du projet Blended Finance qui ont rédigé ce document sont les suivants : David Bruer, Kelti Cameron, Sue Godt, Adrian Murray and Susan Spronk, avec l'aide de Julie St-Pierre-Gaudreault. La personne ressource est Susan Spronk, il est possible de la contacter à : [susan.spronk@uottawa.ca](mailto:susan.spronk@uottawa.ca).

Ce qui est généralement considéré comme « novateur » dans le financement innovant, est que les instruments prétendument nouveaux sont soit des sources d'argent purement privées (par exemple, des transferts de fonds, des investissements en actions), soit des partenaires soi-disant nouveaux, généralement des acteurs du secteur privé tels que des philanthropes et des entreprises commerciales. Ces dispositifs « novateurs » cherchent à avoir un impact social, mais également à réaliser des profits. Cela a pour effet d'introduire ou de renforcer des incitations liées au marché dans le processus de développement, et ce au nom de la durabilité financière à long terme (possiblement au détriment d'une approche fondée sur les droits) et de la promotion des objectifs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG), telle que l'égalité de genre. Cela a aussi pour effet d'augmenter les fonds dédiés à l'aide au développement par une contribution du secteur privé.

Dans le contexte actuel (néolibéral), les instruments financiers innovants auxquels les gouvernements donateurs s'intéressent le plus ont une chose en commun : l'argent public est utilisé comme un levier pour attirer l'argent privé et pour transférer le risque d'investissement du secteur privé au secteur public en subventionnant les acteurs commerciaux dans une pratique connue sous le nom de « mélange » ou « mixte ».

Dans ce dossier, nous soutenons que les organisations féministes de la société civile ont des raisons d'être sceptiques quant à ces tendances. Des organisations partenaires du Nord et du Sud ont exprimé des inquiétudes quant à l'impact des initiatives de financement mixte sur les droits humains et, en particulier, sur les droits des femmes, des filles et des personnes non binaires. Elles remettent en question le potentiel de cette forme de financement innovant pour réduire la pauvreté et réaliser la justice de genre.<sup>2</sup> Cela dit, toutes les formes de financement innovant ne sont pas égales. Certaines initiatives de financement innovant, telles que l'investissement dans une optique de genre (*gender-lens investing*), peuvent valoir la peine d'être explorées, à condition que certains critères soient respectés.

Cette fiche est organisée en trois sections. La première section traite de l'origine des financements innovants et de la forme de financement innovant qui domine les débats mondiaux : le financement mixte. La deuxième section examine l'investissement dans une optique de genre, une forme de financement innovant, en discutant de ses forces et de ses limites. La conclusion fournit des renseignements et des propositions concernant les alternatives existantes.

---

<sup>2</sup> AWID. 2020. High hopes & High expectations. Feminist Movement Recommendations to the Equality Fund.  
<https://www.awid.org/publications/high-hopes-and-high-expectations-resourcing-feminist-movements-recommendations>

## D'où vient l'idée des financements innovants ?

La stratégie sur le financement innovant a gagné en popularité lors des négociations des Nations Unies sur les objectifs de développement durable (ODD) et dans les processus de planification ultérieurs liés à leur mise en œuvre.

Les ODD sont une initiative de grande envergure. Les Nations Unies estiment que l'« écart dans le financement » — ou les fonds nécessaires pour atteindre les ODD — était d'environ 2,5 milliards de dollars US par an avant le début de la pandémie. Les estimations plus récentes suggèrent que le déficit s'élèverait désormais à 4,2 milliards de dollars US par an<sup>3</sup>. Malgré les efforts de plaidoyer déployés par les organisations de la société civile (OSC) et par la communauté des ONG, les montants actuels destinés à l'APD sont loin de répondre aux besoins. Ne totalisant que 153 milliards de dollars US dans le monde en 2019, les pays donateurs continuent à manquer l'objectif de 0,7 % du PNB. Objectif que ces mêmes pays, dont le Canada, s'étaient fixé en 1970. D'ailleurs, le niveau d'APD du Canada, en 2020, n'était que de 0,31 % du PNB.

À l'heure où les gouvernements et les décideurs politiques se demandent d'où viendra l'argent qui servira à financer les ODD, le financement mixte (une forme du financement innovant) est devenu une option prépondérante dans les débats mondiaux sur le financement du développement.

### Le financement mixte : une des principales formes de financement innovant

Le financement mixte est un élément essentiel de l'effort visant à accroître massivement le financement du développement tel que présenté par le programme d'action d'Addis-Abeba (PAAA) élaboré lors de la troisième conférence internationale sur le financement du développement (FD). Le FD a eu lieu en 2015 en tant qu'initiative distincte, mais parallèle aux négociations sur les ODD de l'ONU, désignées par la suite sous le nom d'*Agenda 2030*. « Le financement mixte » est en outre devenu un élément central du document « *Des milliards aux trillions* » qui définit le plan des institutions financières internationales pour le financement de l'Agenda 2030.<sup>4</sup> Ce programme a été amplifié dans le récent document du Groupe de la Banque mondiale intitulé : « *Le secteur privé d'abord* », « *Maximiser le financement du développement* » ou « *L'approche en cascade pour le financement des infrastructures* ».<sup>5</sup>

<sup>3</sup> OECD. 2020. 'Global outlook on financing for sustainable development 2021'. Paris : OECD.

[www.oecd-ilibrary.org/development/global-outlook-on-financing-for-sustainable-development-2021\\_e3c30a9a-en](http://www.oecd-ilibrary.org/development/global-outlook-on-financing-for-sustainable-development-2021_e3c30a9a-en)

<sup>4</sup> World Bank. 2015. 'From Billions to Trillions: MDB Contributions to Financing for Development.' Washington : WBG.

<https://thedocs.worldbank.org/en/doc/622841485963735448-0270022017/original/DC20150002EFinancingforDevelopment.pdf>

<sup>5</sup> World Bank Group. N.d. "Maximizing Finance For Development (MFD)." Washington: WBG. Undated.

<https://documents1.worldbank.org/curated/en/168331522826993264/pdf/124888-REVISED-BRI-PUBLIC-Maximizing-Finance.pdf>

Le financement mixte est « l'utilisation stratégique du financement du développement permettant de mobiliser des financements additionnels en vue de l'instauration d'un développement durable dans les pays en développement. »

OCDE 2019<sup>6</sup>

Bien que, comme pour les financements innovants, il n'existe pas de définition universellement acceptée du financement mixte, celui-ci combine des financements publics concessionnels (c'est-à-dire offerts à un taux inférieur à celui du marché) avec des financements privés non concessionnels et l'expertise des secteurs public et privé. Le financement mixte est donc intéressant pour le secteur privé, car il lui permet de profiter des taux d'emprunt plus bas, dont bénéficient notamment les acteurs du secteur public, tout en se déchargeant d'une partie du risque d'investissement.<sup>7</sup>

## Historique de la finance mixte

Les donateurs européens expérimentent particulièrement des initiatives de financement mixte depuis plus de dix ans. Malgré les échecs répétés dans la mobilisation de financements privés par le biais de ces mécanismes, les gouvernements du G7 et du G20 (comme le gouvernement du Canada) et les institutions financières internationales (IFI) comme la Banque mondiale, le FMI et d'autres banques multilatérales de développement restent déterminés à poursuivre leurs efforts, consacrant ainsi beaucoup de temps et d'énergie à promouvoir ces mécanismes comme la solution aux divers problèmes de développement dans le monde.

---

<sup>6</sup> OCDE. 2019. Mettre le financement mixte au service des Objectifs de développement durable. Éditions OCDE, Paris.  
<https://doi.org/10.1787/2e236a6b-fr>, p. 4.

<sup>7</sup> Meeks, Polly. 2017. Mixed messages : The rhetoric and the reality of using blended finance to 'leave no-one behind'. Brussels: Eurodad.  
<https://www.eurodad.org/blended-finance-briefing>

Un examen plus approfondi suggère que les performances de la finance mixte sont décevantes pour les raisons suivantes :

### 1. Les financements mixtes n'aident pas les pays à faible revenu

D'après les données, les pays à faible revenu ne reçoivent qu'une petite fraction des contrats de financement mixte.<sup>8</sup> Les investisseurs veulent réaliser des profits, ce qui est souvent difficile dans les pays à faible revenu et ironiquement ceci en raison du manque d'infrastructures et du sous-développement. La majeure partie des fonds va aux pays à revenu intermédiaire et supérieur. Ces investissements profitent souvent aux grandes sociétés multinationales et sont parfois acheminés par le biais de paradis fiscaux.

### 2. Le financement privé est plus coûteux que le financement public<sup>9</sup>

Les banques, qui fournissent le financement, prêtent au secteur privé à des taux d'intérêt plus élevés, car ces entreprises ne sont pas toujours en mesure de garantir des retours sur investissement à long terme et sont donc considérées comme plus risquées. Le secteur public paie des taux d'intérêt plus bas sur les prêts parce que la sécurité de ses recettes fiscales en fait un investissement moins risqué.<sup>10</sup> C'est d'ailleurs pourquoi beaucoup affirment que le gouvernement est le mieux placé pour financer les initiatives de développement.<sup>11</sup>

### 3. Les programmes de financement mixte sont complexes et difficiles à contrôler

Comme les partenariats public-privé (PPP), les initiatives de financement mixte souffrent d'un manque de transparence et de responsabilité démocratique.<sup>12</sup> Il existe une série d'obstacles à l'amélioration de la transparence - les lois sur le commerce et la protection de la vie privée empêchent la publication des contrats commerciaux, et le recours à des intermédiaires financiers et à la sous-traitance ajoute un niveau supplémentaire de complexité. Le financement mixte est un choix particulièrement mauvais dans les pays où la capacité de l'État à réglementer est faible — ce qui est souvent le cas dans les pays à faible revenu — ou lorsque la corruption est un problème important.<sup>13</sup> De plus, le manque de

<sup>8</sup> OECD. 2020. Blended Finance in the Least Developed Countries 2020. OECD. Paris : OECD.

<https://www.oecd.org/dac/blended-finance-in-the-least-developed-countries-57620d04-en.htm>

<sup>9</sup> Steinfert, Lavinia. 2019. The Power of Public Finance for the Future We Want. TNI. Amsterdam : TNI.

<https://longreads.tni.org/stateofpower/future-we-want>

<sup>10</sup> Meeks, Polly. 2017. Mixed messages : The rhetoric and the reality of using blended finance to 'leave no-one behind'. Brussels: Eurodad.

<https://www.eurodad.org/blended-finance-briefing>

<sup>11</sup> CSRG. 2017. Spotlight on Sustainable Development 2017: Reclaiming policies for the public. CSRG. Beirut / Bonn/ Ferney-Voltaire/ Montevideo/ New York/ Penang/ Rome/ Suva : CSRG. [https://socialprotection-humanrights.org/wp-content/uploads/2017/07/spotlight\\_170626\\_final\\_web.pdf](https://socialprotection-humanrights.org/wp-content/uploads/2017/07/spotlight_170626_final_web.pdf)

<sup>12</sup> Romero, María José. 2018. History RePPeated: How Public-Private Partnerships Are Failing. Brussels and Berlin: Eurodad and Heinrich-Böll-Stiftung e.V.

[https://d3n8a8pro7v7hmx.cloudfront.net/eurodad/pages/508/attachments/original/1590679608/How\\_Public\\_Private\\_Partnerships\\_are\\_failing.pdf?1590679608](https://d3n8a8pro7v7hmx.cloudfront.net/eurodad/pages/508/attachments/original/1590679608/How_Public_Private_Partnerships_are_failing.pdf?1590679608)

<sup>13</sup> Romero, María José. 2015. What lies beneath? A critical assessment of PPPs and their impact on sustainable development. Eurodad. Brussels: Eurodad.

transparence est un enjeu qui crée souvent des conflits pour les communautés concernées par les initiatives de développement, surtout lorsqu'on parle d'initiatives liées à l'industrie extractive et aux grands projets d'infrastructure tels que les projets éoliens et les grands barrages.

#### **4. Le financement mixte détourne les investissements au détriment des services dont les populations à faibles revenus ont le plus besoin**

Les investissements publics dans la santé, l'éducation, l'eau et l'assainissement sont nécessaires de façon urgente. Cependant, on note qu'une majorité des investissements dans le cadre des initiatives de financement mixte vont seulement vers certains secteurs spécifiques. On parle notamment des secteurs extractifs (mines, pétroles et gaz), de la finance, de l'énergie, et des industries.<sup>14</sup> Nombre de ces projets ont des impacts environnementaux et sociaux négatifs considérables. De plus, les initiatives de financement mixte sont rarement développées dans les secteurs qui ne sont pas rentables pour le partenaire du secteur privé, même lorsqu'il y a d'importants besoins sociaux à satisfaire. Effectivement, les preuves limitées dont on dispose font état des risques associés à la financiarisation et à la marchandisation croissantes des services pour les plus vulnérables (par exemple les écoles et hôpitaux privés) et à la capacité de ce modèle de financement à promouvoir l'innovation, vu que les investisseurs préfèrent les modèles qui ont fait leurs preuves et dont les résultats sont mesurables et rentables (par exemple les intérêts de l'industrie agroalimentaire peuvent aller en contradiction avec les choix nutritionnels, environnementaux ou de souveraineté alimentaire).<sup>15</sup> Des inquiétudes ont également été soulevées quant au fait que les investisseurs financiers internationaux deviendraient, par le fait même, « les nouveaux experts en matière de réglementation de la pauvreté... [qui] renforcent certaines idéologies sur la question ». <sup>16</sup> Donc, en ne sélectionnant que des interventions qui produiront des résultats rentables plutôt que de s'attaquer aux facteurs structurels de la pauvreté, on risque de dépolitiser les stratégies de lutte contre la pauvreté en les considérant « comme des décisions financières rationnelles teintées d'une éthique de la charité ». <sup>17</sup>

<sup>14</sup> Convergence. 2022. « Blended Finance-Sectors. » Convergence. Toronto: Convergence. <https://www.convergence.finance/blended-finance#sectors>

<sup>15</sup> Oxford. 2020. Impact bonds. Oxford : University of Oxford. Government Outcomes Lab

<sup>16</sup> Rosenman, E., 2019. The geographies of social finance: Poverty regulation through the 'invisible heart' of markets. *Progress in Human Geography*, 43(1): p 156. (Traduction libre).

<sup>17</sup> Ibid. (Traduction libre)



## 5. Le financement mixte est difficilement compatible avec l'objectif de promotion de l'égalité des genres.

Un examen récent des initiatives de financement mixte suggère que 75 % d'entre elles ne font preuve d'aucune sensibilité au genre.<sup>18</sup> Effectivement, une réelle promotion de l'égalité des genres nécessite des investissements dans les services (par exemple le soin des enfants, les services de langue des signes, la prévention des VBG, l'accès au système judiciaire). Cependant, s'ils sont mis en œuvre de manière équitable, de façon à soutenir les droits des plus pauvres, les investissements dans ces services nécessaires ont très peu de chances de générer des bénéfices financiers à court terme. En bref, les prédictions optimistes sur le potentiel de transformation du « *mélange* » ou « *blending* » ne prennent pas en considération que les services socialement essentiels sont les plus déficitaires pour la simple raison que les plus vulnérables n'ont pas les moyens de payer.

## 6. Le financement mixte ne crée pas d'« additionnalité »

L'« additionnalité » est un autre concept pour lequel il n'existe pas de définition commune, bien qu'il s'agisse de l'une des principales justifications aux initiatives « mixtes ». L'additionnalité désigne la « valeur ajoutée » d'un mécanisme de financement. Ce concept fait donc référence à une augmentation des bénéfices supposés ainsi qu'à la réalisation de retombées (financières et de développement) qui n'auraient pas été obtenues autrement (par exemple il n'y a pas d'additionnalité si ces initiatives dénoncent et veulent s'attaquer aux « défaillances du marché », mais ne supplantent pas les acteurs du secteur privé). Aussi, lors de l'évaluation et du suivi de ces initiatives de « mélange », il existe un risque élevé de « impact washing » ou « blanchiment d'impact », c'est-à-dire que les partenaires prétendront avoir réalisé un impact positif (l'additionnalité) même s'il n'y en a pas réellement eu ou même si l'impact positif aurait été réalisé de toute façon, ne créant ainsi aucune additionnalité.<sup>19</sup>

Affaires mondiales Canada (AMC) a notamment indiqué dans des déclarations publiques qu'il est conscient des problèmes, des limites et des dangers potentiels des projets de financement mixte mentionnés ci-dessus, mais qu'il s'engage tout de même à poursuivre son implication. En effet, AMC a affirmé qu'il allait prendre en compte ces enjeux et faire les choses différemment. Cependant, il n'est pas clair en quoi les plans de ce ministère diffèrent de ceux des autres donateurs ayant d'ailleurs plus d'expérience avec ce genre de mécanismes de financement.

<sup>18</sup> Jalan, Divya. 2020. 'Assessing Gender Lens Investing in Blended Finance' Convergence Blog, July 9<sup>th</sup>. Toronto : Convergence. <https://www.convergence.finance/news-and-events/news/3q7aGC3DBXf5KiRRDBErYO/view>

<sup>19</sup> ILO. 2018. Social Finance Working Paper #75 : Innovative finance - putting your money to (decent) work. Geneva : ILO. [https://www.ilo.org/empent/areas/social-finance/publications/WCMS\\_654680/lang-en/index.htm](https://www.ilo.org/empent/areas/social-finance/publications/WCMS_654680/lang-en/index.htm)

## L'investissement dans une perspective de genre : une forme plus prometteuse de financement innovant

Il est bien connu que les femmes sont confrontées à une discrimination systémique fondée sur le genre lorsqu'il s'agit d'accéder au financement.<sup>20</sup> Par exemple, par rapport aux hommes, les femmes ont plus de difficultés à obtenir des prêts hypothécaires et des prêts commerciaux. Les femmes ont également tendance à être la cible « d'institutions prédatrices » telles que les prêteurs sur salaire qui facturent des frais de service exorbitants et des taux d'intérêt très élevés. C'est pourquoi le déficit de financement est devenu le point de mire d'un nombre croissant d'initiatives mixtes qui visent à offrir aux femmes des prêts pour lancer des petites et moyennes entreprises.

C'est dans ce contexte qu'un certain nombre d'instruments financiers novateurs ont vu le jour dans le cadre du programme « *Gender Lens Investing* » (GLI) ou « L'investissement dans une perspective de genre ». Si le terme « l'investissement dans une perspective de genre » peut faire référence à toute une série de programmes et d'initiatives, il est avant tout destiné à désigner de manière générale une catégorie émergente d'investissements qui prétendent être centrés sur les femmes et à réduire les inégalités genrées dans le domaine financier.<sup>21</sup> La GLI est une forme d'investissement d'impact qui porte de nombreux autres noms, tels que « *investissement à impact social* » et « *investissement basé sur les résultats* ». <sup>22</sup> L'idée consiste à investir dans les entreprises, les organisations et les fonds dans l'intention de générer un impact social et environnemental positif en même temps qu'un rendement financier.

<sup>20</sup> Nous utilisons ici le terme « femmes », car il existe des lacunes dans les données concernant les filles et les personnes non binaires. Dans la plupart des pays, il faut être en âge de voter pour avoir accès à un prêt.

<sup>21</sup> Roberts, A. 2016. The limitations of transnational business feminism: the case of gender lens investing. *Soundings: An Interdisciplinary Journal*, 62:68-83. 10.3898/136266216818497776

<sup>22</sup> Pour savoir plus sur les limites de l'investissement à impact social, see Jubilee Debt Campaign. 2019. Speculators make 13% despite Ebola crisis in DR Congo. 19 August, <https://jubileedebt.org.uk/blog/speculators-make-13-annual-profit-while-failing-to-pay-out-in-response-to-ebola-in-dr-congo>



## Le Fonds pour l'Égalité (FE) | The Equality Fund (EF)<sup>23</sup>

En 2019, le gouvernement du Canada a fait un don de 300 millions de dollars au *Fonds pour l'Égalité*, une initiative de financement mixte qui combine des investissements dans une optique de genre (ou investissements axés sur l'égalité de genre), le financement gouvernemental ainsi que la philanthropie multisectorielle afin de « débloquer de nouveaux capitaux pour les organisations et les mouvements de défense des droits des femmes ». Comme l'annonce encore le FE : « mobilisera un minimum de 1 milliard de dollars au cours des quinze prochaines années. En plus de lancer un modèle d'investissement durable et transformateur, l'approche en matière de subventions reposera sur trois thèmes principaux – transférer le pouvoir, bâtir la paix et protéger la planète – et appuiera les mouvements et les organisations de femmes au Canada et dans le monde entier ».<sup>24</sup> Le don du gouvernement du Canada serait la plus grande contribution unique jamais faite en lien avec l'appui de mouvements féministes.

### Forces du fonds

Les promoteurs de l'investissement sexospécifique espèrent libérer le potentiel des populations marginalisées par les préjugés systémiques liés au genre. Certains points positifs ont été énoncés par les observatrices féministes, qui notent que le FE affiche un engagement politique clair en faveur des droits des femmes et qu'il est dirigé par des actrices et acteurs féministes, qui ont également joué un rôle clé dans la conception et la mise en place du fonds. Elles relèvent aussi l'intérêt du fonds et sa composante rétrospective, où le retour d'information et l'évaluation sont régulièrement sollicités.

Le FE a également un engagement clair en faveur de la durabilité (financière) et de la mise à disposition d'un financement à long terme aux mouvements féministes du monde entier par le biais d'une variété de modalités de financement flexible, y compris le financement par subvention.<sup>25</sup>

### Les limites

Les préoccupations des féministes critiques en ce qui concerne les limites de l'investissement sexospécifique ont été clairement exprimées dans un rapport commandé par le FE et préparé par l'*Association pour les droits des femmes dans le développement* (AWID), intitulé *High Hopes (Grands espoirs)*. Dans ce rapport, les activistes ont exprimé leur inquiétude quant à la manière dont le FE génère les fonds qu'il distribue sous forme de subventions.<sup>26</sup> La philosophie de l'investissement du FE est la suivante : « En investissant des capitaux dans des entreprises qui donnent la priorité aux perceptions, aux besoins et aux droits des femmes et des filles, nous pouvons générer des rendements financiers

<sup>23</sup> Site web « Fonds pour l'égalité » <https://equalityfund.ca/fr/bienvenue/>

<sup>24</sup> Equality Fund. 2021. Une nouvelle initiative canadienne novatrice mobilisera des fonds sans précédent en faveur de l'égalité des sexes, 21 mars, <https://equalityfund.ca/fr/parteneriat-pour-egalite-des-sexes/>

<sup>25</sup> AWID and Mama Cash. 2020. Moving More Money to the Drivers of Change: How Bilateral and Multilateral Funders Can Resource Feminist Movements, [https://www.mamacash.org/media/publications/movingmoremoney\\_mama\\_cash\\_awid\\_cmi.pdf](https://www.mamacash.org/media/publications/movingmoremoney_mama_cash_awid_cmi.pdf)

<sup>26</sup> AWID. 2020. High Hopes & High Expectations, <https://www.awid.org/publications/high-hopes-and-high-expectations-resourcing-feminist-movements-recommendations-equality>

convaincants et durables et faire progresser l'égalité des sexes simultanément. »<sup>27</sup> Pour y parvenir, ils « investissent dans des entreprises dont les biens et les services profitent aux filles et aux femmes ; dans des fonds et des entreprises qui permettent à des populations, auparavant négligées, d'accéder au capital et ; dans des entreprises, des sociétés et des fonds qui permettent aux femmes d'accéder à des postes de décision et à des rôles d'investissement avec un réel pouvoir d'action qui leur donnent les moyens d'influer sur l'évolution des entreprises. »<sup>28</sup>

L'une des principales recommandations de l'AWID dans son rapport *High Hopes*, à savoir qu'une plus grande partie des fonds soit convertie du portefeuille d'investissement en subventions dans le contexte de la pandémie de Covid-19, a été rejetée par le FE au motif que l'investissement aurait disparu d'ici la quatorzième année si la recommandation était acceptée.<sup>29</sup> Il est donc clair que l'objectif de rentabilité à court terme reste au centre de l'initiative au nom de la « durabilité » (financière) à long terme, mais la question demeure : à quel prix ? Comme le concluent les chercheuses de l'AWID et de Mama Cash :

« Si l'accent mis par le Fonds pour l'égalité sur la durabilité a été salué, sa dépendance vis-à-vis des investissements a suscité des inquiétudes légitimes chez les militantes féministes, qui ont d'ailleurs souligné que cette stratégie est ancrée dans le même système économique néolibéral injuste qui perpétue l'oppression et la discrimination à l'égard des femmes, des filles et des personnes trans et non binaires. »<sup>30</sup>

---

<sup>27</sup> Equality Fund. N.d. <https://equalityfund.ca/what-we-do/investment-programs/why-and-how-we-invest/> (Traduction libre).

<sup>28</sup> Ibid. (Traduction libre).

<sup>29</sup> Equality Fund. 2021. *Espoirs partagés*. [https://equalityfund.ca/wp-content/uploads/2021/07/Espoirs-Partages-SharedHopes\\_reduced.pdf](https://equalityfund.ca/wp-content/uploads/2021/07/Espoirs-Partages-SharedHopes_reduced.pdf), p. 4.

<sup>30</sup> Staszewska, Kasia, Kellea Miller, Esther Lever. 2020. 'Moving More Money to the Drivers of Change: How Bilateral and Multilateral Funders Can Resource Feminist Movements.' AWID and Mama Cash with support from the Count Me In! Consortium, p. 60. (Traduction libre) [https://www.mamacash.org/media/publications/movingmoremoney\\_mama\\_cash\\_awid\\_cmi.pdf](https://www.mamacash.org/media/publications/movingmoremoney_mama_cash_awid_cmi.pdf)

## Plaidoyer pour des alternatives au financement mixte

De nombreuses organisations réclament activement des alternatives et des pistes de solutions pour faire face au financement mixte. Bien que les OSC canadiennes aient des options limitées pour le moment et qu'elles doivent faire preuve d'esprit critique à l'égard des modalités de financement mixte, il est également important de plaider pour des alternatives plus justes - par exemple, encourager le gouvernement canadien à :

- Respecter ses engagements en matière d'APD à hauteur de 0,7 % du PNB ;
- Orienter l'APD vers le renforcement du secteur public, par exemple en favorisant les partenariats public-public (au lieu des partenariats public-privé) et les efforts visant à soutenir la mobilisation des ressources nationales ;
- Soutenir les efforts de justice fiscale contre les flux financiers illicites ;
- Renégocier les énormes taux d'endettement qui étranglent les pays à revenu faible et intermédiaire ;
- Reconnaître l'expertise des ONG pour assurer le maintien de leur leadership en matière de gestion des projets d'aide au développement (méthode de travail, instruments de suivi et rapportage, développement de stratégies, etc.);

De leur côté, les OSC et les ONG devraient se doter d'instruments d'analyse et de suivi féministes basés notamment sur le genre afin de mieux identifier les partenariats financiers avantageux ou néfastes pour l'atteinte des objectifs sociaux et environnementaux de développement. Enfin, les organisations de la société civile peuvent joindre leurs voix avec d'autres organisations et mouvements pour changer le paysage du financement du développement : par exemple avec le *Réseau européen sur la dette et le développement* (Eurodad), le *Collectif Macroéconomie de Nawi Afrifem*, *Development Alternatives with Women for a New Era* (DAWN), etc.<sup>31</sup>

<sup>31</sup> Des entretiens avec des chercheuses féministes de ces organisations sur les problèmes de la finance mixte et les alternatives sont disponibles sur le site suivant : <https://blendedfinancecritique.ca/fr/>